



La Commune



Le virus OPA

Editorial

Cela ressemble à une cacophonie. Cela ressemble à une mesure prise dans l'urgence. Mais ce n'en est pas une. Comme le souligne *Le Canard Enchaîné*, " la fusion GDF-Suez " vient de loin. Selon le journal satirique, les PDG des deux entreprises négociaient en douce, avec l'aval du ministre Breton. Mais là n'est pas l'essentiel. Les salariés ont compris ce qu'il fallait comprendre : cette fusion parachève la privatisation de GDF, engagée avec l'ouverture au capital d'EDF-GDF.

Patriotisme économique : le cocorico de Villepin, du patronat français ...

Le patriotisme économique affiché par Villepin, avec ses relents d'Appel de Cochin ¹ riant haro sur une OPA étrangère pourrait prêter à sourire. Mais cet aspect-là de l'affaire mérite néanmoins qu'on s'y arrête. Voilà qui montre la vanité de la " construction européenne " au nom de laquelle, ensemble, dirigeants du PS et de l'UMP, flanqués de l'UDF, appelaient à voter oui à une Constitution européenne dirigée contre les services publics, les droits, garanties et conquêtes sociales des travailleurs dans toute l'Europe. Il devait en sortir un patriotisme européen pour faire bloc face aux USA. Rien n'y fait : les grands groupes capitalistes financiers reposent sur des bases nationales, sur des États nationaux, instruments politiques et régaliens de leur domination et de leur expansion au-delà des frontières. Ajoutons à cela l'adaptation des directions syndicales à l'État national, à " la France " et son coq gaulois menacé par la grippe aviaire, version italienne.

... des dirigeants syndicaux ...

Il en est ainsi du secrétaire général de la CGT-Énergie, cité dans la NVO (*Nouvelle Vie Ouvrière*, l'hebdo de la CGT) qui prône d'autres solutions contre le virus des OPA étrangères, en faisant " monter la participation [...] de la Caisse des Dépôts " dans le capital de Suez.

... du PCF qui défend les intérêts du pays ...

Le PCF n'est pas en reste, qui proclame, le 26 février, qu'il " défendra les intérêts du pays " et se fait le champion de " la défense de nos fleurons industriels, dont le groupe Suez, contre les OPA ". Mais, une fois encore, la palme du chauvinisme est remportée par Chevènement, qui juge que la fusion GDF-Suez est la " solution la moins mauvaise " face à l'OPA italienne. Bien entendu, du côté de ces directions officielles du mouvement ouvrier, pas question d'envisager un seul instant la nationalisation sans indemnités ni rachat de tout le secteur de l'Énergie et de l'Eau.

... et du coq gaulois du PS

De son côté, le PS parle d'assigner à EDF et GDF des objectifs industriels. C'est d'ailleurs au nom des " projets industriels " qu'EDF a fait des OPA sur des compagnies étrangères privatisées. Mais ceux qui s'insurgent, à droite et gauche, contre les OPA étrangères se félicitent des OPA réalisés par des " fleurons industriels de la France ". Le vrai virus, le pire qui soit, c'est le chauvinisme. C'est l'un des obstacles à la défense, plus que jamais nécessaire, des services publics, en France et en Europe.

Modifié le lundi 06 mars 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
